

Colonisation et exploitation forestière dans la Matapédia (1910-1950)¹

Pierre LE GUÉDARD

Nous dresserons un portrait de la colonisation et de la situation forestière de la Matapédia des années 1910 à 1950. Nous constaterons des tiraillements entre le processus d'occupation du sol et celui de l'exploitation de la ressource forestière. Des changements surviennent tant du côté de la colonisation que de celui de l'exploitation forestière. Ces changements seront observés à travers l'évolution du développement plutôt que du point de vue technologique.

Poursuite du développement de la Matapédia (1910-1929)

En 1910, le mouvement de colonisation qui touche la Matapédia depuis 1890 se poursuit et on assiste à la fondation de plusieurs autres paroisses jusqu'au Krach boursier de 1929. Ces ouvertures continues s'inscrivent dans le contexte de développement du Québec. La période allant de 1911 à 1921 est considérée comme « *la grande décennie de la mise en valeur du territoire agricole au Québec grâce à la forte demande et à l'explosion du prix des denrées agricoles provoquée par la guerre [...]* »². On dit même que le quart de la superficie des terres améliorées du Bas-Saint-Laurent a été constitué au cours de cette décennie³. Dans la Vallée de la Matapédia, sept nouvelles paroisses voient le jour, ce qui totalise près de 38 % des municipalités que comptera la Matapédia à son expansion maximale.

Historiquement, on croit que le peuplement de la vallée relève de l'exploitation forestière des grosses compagnies qui se sont implantées sur le territoire. Ainsi, on minimise le rôle de l'agriculture au profit de l'exploitation forestière dans le développement du territoire. On la classifie alors comme étant marginale par rapport à celle qui est pratiquée sur les basses terres. C'est d'ailleurs

cette interprétation qui est présentée dans l'Histoire du Bas-Saint-Laurent. Il convient à notre avis de mitiger quelque peu ces propos.

Place de l'agriculture

On ne peut aucunement nier l'importance de l'exploitation forestière dans le développement de la Matapédia. Le but recherché par la colonisation était d'ouvrir de nouvelles terres en vue d'y développer leur potentiel agricole. C'est ce que révèlent les conditions d'obtention d'un lot qui obligent l'acquéreur à le défricher et à le cultiver afin d'obtenir ses titres définitifs de propriété. La Matapédia possède tout de même un potentiel agricole important. On ne peut pas non plus accuser a priori les autorités de l'époque d'avoir dirigé inconditionnellement les colons vers l'agriculture.

Il y a d'abord l'agriculture de subsistance. Ce premier modèle est pratiqué par les colons qui « *n'ont guère d'attrait et de compétence pour le travail agricole, préférant l'état de travailleur semi-prolétarisé [...]* »⁴. Cet état caractérise aussi les colons qui ont été dirigés vers des terres impropres à l'agriculture. Dans ce cas-ci, l'agriculture est, en fait, indispensable pour assurer la subsistance des colons. Ceux qui la pratiquent ne se soucient toutefois pas d'améliorer leurs méthodes de culture, ni d'augmenter leur productivité. Cela les amène à se tourner vers un autre mode d'activité qui est, dans la Matapédia, l'exploitation forestière. Ironiquement, le type d'exploitation forestière qui est pratiqué du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle entretient inévitablement la persistance de cette agriculture de subsistance. En effet, puisque le travail en forêt est saisonnier, il ne saurait assurer la subsistance des familles de colons nouvellement installées, pas plus que celle des autres familles qui

pratiquent cette agriculture. Celle-ci vient pallier le vide laissé par le travail saisonnier en forêt. On entre alors dans un cercle vicieux où le colon devient dépendant de l'agriculture de subsistance et de l'exploitation forestière.

Le second type d'agriculture en est une marchande. Comme le remarque Bruno Jean, elle est pratiquée par des gens désirant « *fonder une véritable agriculture aux caractéristiques similaires à celles de vieilles seigneuries riveraines* »⁵. Cette agriculture peut être comprise comme l'expansion continue du territoire agricole déjà occupé. Dans la Matapédia, l'agriculture marchande se développe, plus particulièrement, au cours des années 1940. L'écoulement de la production ne dépasse guère l'Est du Québec. Ainsi, le peuplement de la vallée est basé sur les activités économiques que sont l'exploitation forestière et l'agriculture. Ce type de développement a été surnommé agroforestier, où l'agriculture demeurera à la remorque de l'exploitation forestière.

Le système agroforestier est complexe et renferme plusieurs dimensions, de même que des variantes entre les diverses régions du Québec. La colonisation et l'ouverture de terres nouvelles impliquaient inévitablement le défrichement des terres, c'est-à-dire la coupe de bois. Le colon qui était perçu comme un agriculteur en devenir devait cependant être d'abord bûcheron afin de rendre la culture possible sur son lot. Le manque de connaissances dans le domaine agricole et les faibles résultats engendrés par l'agriculture créaient une situation où le colon était confronté à trouver une autre source de revenus pour subvenir à ses besoins hors de la période agricole, c'est-à-dire la fin de l'automne, l'hiver et le printemps, où il se faisait bûcheron.



Des bûcherons fiers de poser avec leurs principaux instruments de travail (Collection Pierre Collins)

L'agriculture pratiquée dans la Matapédia suit sensiblement l'évolution de celle de l'ensemble de la région du Bas-Saint-Laurent. Le géographe Pierre-Yves Pépin décrit bien le type d'agriculture qui s'est implanté dans le Bas-Saint-Laurent depuis le XIX^e siècle et surtout, à partir des débuts du XX^e siècle : « *L'agriculture régionale est caractérisée par l'élevage laitier associé aux grandes cultures [blé, avoine, orge, etc.]; on y fait également l'élevage ovin et porcin et la culture de la pomme de terre* »⁶. À propos de cette dernière culture, la Matapédia fut surnommée, dans les années 1920 « *district producteur de pommes de terre* », titre qu'elle perd cependant assez rapidement au cours des années 1930. En 1925, il y a tout de même 160 wagons de pommes de terres qui partent de la Matapédia⁷. L'élevage laitier, quant à lui, repose en grande partie sur l'amélioration de la production fourragère à laquelle les cultivateurs matapédiens ne semblent pas accorder une importance assez considérable, selon les rédacteurs de *l'Inventaire*. Connexes à cette industrie, des beurreries et des fromageries s'installent dans presque toutes les municipalités de la vallée. L'élevage

ovin occupe, lui aussi, une place considérable, plus en raison de la laine que de la viande, qui demeure fort peu consommée, à cause de l'emploi de techniques d'abattage archaïques qui donnent souvent un goût désagréable à la viande⁸. L'élevage du porc, quant à lui, prend beaucoup d'ampleur durant la période, de sorte qu'en 1929, une soixantaine de wagons sont expédiés sur les marchés extérieurs⁹.

Essor de l'industrie forestière

De 1910 à 1929, l'industrie forestière poursuit l'élan de développement entamé depuis les années 1890. Alors que presque partout dans le Québec, l'exploitation forestière s'oriente vers la production de pâtes et papiers, dans le Bas-Saint-Laurent et par extension, dans la Matapédia, l'industrie du sciage domine toujours l'économie. L'industrie des pâtes et papiers y puise tout de même d'importantes quantités de bois. Les usines de transformation de pâtes et papiers sont toutefois situées hors des frontières régionales, le Bas-Saint-Laurent ne servant qu'à fournir la matière brute¹⁰. Il est intéressant de noter que durant cette période,

d'importantes pulperies voient le jour sur le rebord méridional de la Baie des Chaleurs. Notons, entre autres, la présence de la New Brunswick International Paper, de la Bathurst Power and Paper Company. L'usine de la New Brunswick International Paper, installée à Dalhousie durant les années 1920, est la plus considérable d'entre toutes. Selon Jacques Lemay, elle « *dépasse pour un certain nombre d'années la production de l'usine-mère installée à Trois-Rivières, la Canadian International Paper* »¹¹. Une partie de l'approvisionnement de cette usine provient alors de la Matapédia : « *Selon les estimés d'un rapport gouvernemental, cette compagnie draine vers son usine, pas moins de 91 428 cordes de bois de la rivière Causapsal* »¹².

L'industrie du sciage est majoritairement dominée par les grandes compagnies qui accaparent la plus importante part des concessions forestières. Ces industriels possèdent des scieries modernes à grand débit qui « *produisent d'abord en fonction des grands marchés d'exportation et non pour les besoins en bois de la région* »¹³.

En se rapportant à la « Répartition géographique des principales usines de sciage dans le Bas-Saint-Laurent (1890-1930) et de leurs effectifs de main-d'oeuvre »¹⁴, on peut se faire une idée assez juste de la place qu'occupaient les scieries dans la Matapédia. On dénombre une scierie qui atteint une production moyenne de 15 millions de pieds mesure de planche (pmp), la Madawaska Corporation Ltd. Parmi celles qui atteignent une production moyenne de 10 et 15 millions de pmp, il y a la Chaleurs Bay Mills, la John Fenderson and Co. et la Matapédia Lumber Co. Ltd. Parmi celles dont la production se situe entre 5 et 10 millions de pmp, nous retrouvons la Compagnie Price Brothers, encore la John Fenderson and Co., la King Brothers et Thibault-Frères. Notons aussi une présence importante de plus petites scieries dont la production se situe entre 1 et 5 millions de pmp.

Les années comprises entre 1910 et 1929 peuvent être considérées comme une période d'essor. L'industrie forestière occupe une place de plus en plus importante au sein de l'économie régionale. La colonisation se poursuit et l'on assiste à l'ouverture de nouvelles paroisses. De plus, de véritables centres industriels sont formés dans la vallée, notamment Amqui, Val-Brillant et Sayabec¹⁵. La cohabitation des colons et de l'industrie forestière suscite toujours certaines tensions.

Période de la crise économique (1930 à 1939)

La décennie des années 1930 est profondément marquée par la crise économique qui suit le Krach boursier de 1929 et qui affecte l'ensemble des pays occidentaux. Le Canada est alors durement frappé par la crise. Au Québec, le secteur de l'exploitation des ressources naturelles est aussi gravement touché, notamment celui de l'industrie forestière.



Charriage de billots (Collection Pierre Collins)

L'industrie forestière durement frappée

Au cours des années 1930, un déclin s'amorce au sein de l'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent « qui n'atteindra jamais plus les sommets enregistrés au cours des années 1920 »¹⁶. Avant même la fin de la décennie, on ressent les contre-coups de la surexploitation des années 1890-1930. Ainsi, comme on le souligne dans l'Histoire du Bas-Saint-Laurent, « [il] apparaît bientôt évident que la capacité des usines de sciage déjà installées est de loin supérieure aux besoins d'une ressource bien appauvrie »¹⁷. Par ailleurs, du côté de la colonisation, on assiste à une plus grande prise en charge du mouvement par l'État. Aussi, la poursuite de la pratique du transfert de superficies concédées à des fins forestières au profit de la colonisation ne fait que perpétuer une situation conflictuelle déjà bien présente entre les colons et les industriels forestiers.

Au Bas-Saint-Laurent, comme dans l'ensemble du Québec, l'industrie forestière fait face un à net recul, en grande partie à cause de sa dépendance aux marchés internationaux. En effet, l'industrie forestière du Québec est principalement basée sur l'exportation et elle est ainsi dépendante « à plus de 70 %, des marchés américains et du Royaume-Uni »¹⁸.

Les effets de la crise se font ressentir très tôt. Les années 1931-1932 sont une période de cassure. « Dans tous les cas, on constate un effondrement brutal des productions, des emplois et des salaires, même lorsque le capital engagé¹⁹ ne sem-

ble connaître que des variations mineures »²⁰. La crise économique freine alors brutalement le développement des usines forestières du Bas-Saint-Laurent qui représentent alors « l'essentiel du secteur manufacturier régional »²¹. La construction subit, de 1929 à 1933, une baisse de 90 %, ce qui affecte grandement l'économie régionale dominée par le bois d'œuvre²². On assiste alors à la fermeture de moulins, d'usines de sciage et de planage. Le chômage devient alors généralisé dans la plupart des petits centres industriels forestiers.

On peut se faire une idée assez juste du marasme qui touche l'industrie forestière lorsque l'on s'attarde quelque peu aux données du secteur manufacturier de la municipalité de Lac-au-Saumon, l'un des petits centres industriels de la Matapédia. On remarque un très grand écart entre la production de 1930 et celle de 1931, ce qui traduit un important fléchissement des activités reliées à l'exploitation forestière²³. Cette situation symbolise le phénomène de la crise non seulement pour les centres industriels de la Matapédia, comme Amqui, Causapsal, Val-Brillant ou Saint-Moïse, mais pour l'ensemble de la vallée. Ainsi, durant l'hiver 1932, on décide de suspendre toute coupe de bois de pulpe dans la Matapédia. La Compagnie Fenderson suspend ses activités à Lac-au-Saumon, Val-Brillant, Albertville et Sayabec de 1936 à 1938. La Compagnie Price Brothers est même mise en faillite en 1933. Les opérations de la compagnie se poursuivent tant bien que mal sous le contrôle d'un fiduciaire jusqu'en 1937, où un syndicat de courtiers réussit à réorganiser les finances de la compagnie²⁴.

Parallèlement aux effets négatifs engendrés par la crise économique, on commence déjà à constater les premiers signes de l'épuisement des stocks ligneux, et cela, dès 1931. Dans la Matapédia, les colons ne coupent désormais que le tiers environ de la production de 1921²⁵. L'Inventaire des ressources

naturelles de 1937 portant sur le comté de Matapédia nous révèle la situation quasi catastrophique des stocks ligneux :

Les localités de St-Tharcisius, Ste-Paula (ouverte en 1937), Ste-Irène, La Rédemption (ouverte en 1936) n'ont plus 100 acres de forêts vierges non affermées par des industriels. D'ailleurs, ces industriels se ruent déjà sur les restes de forêt, que les curés essaient par tous les moyens de conserver sous forme de réserve cantonale.

*Les vieilles paroisses n'en ont plus. On peut donc se demander si les occupants du sol ont suffisamment de bois pour assurer toutes les constructions nécessaires à leur exploitation agricole. Nous croyons qu'il en manquerait pour la moitié!*²⁶

L'Inventaire note de plus l'occupation première du territoire par les exploitants : « Nous avons à diverses reprises exprimé les craintes qu'inspire le déboisement rapide du comté de Matapédia. On a l'impression très nette que les exploitants ont pressenti et précédé l'arrivée du colon, conservant pour plus tard, en certains cas, l'utilisation de réserves forestières bien établies »²⁷.

L'industrie forestière de la vallée étant profondément frappée par la crise des années 1930, cela entraîne inévitablement des conséquences fâcheuses pour la population en place. En 1932, le premier

ministre du Québec de l'époque, Louis-Alexandre Taschereau, parle même d'année de famine pour la Matapédia. Ainsi, dans une lettre adressée au président du Canadian National Railway, il utilise l'expression « face to face with starvation »²⁸ pour caractériser la situation de cette partie du Québec. Taschereau demande alors au président du CNR « de réduire les tarifs de transport afin d'assurer à moindre coût la survie de l'industrie forestière »²⁹.

De son côté, la population commence à s'indigner de sa situation. John Hall Kelly, ancien député de la région de Bonaventure, exprime des opinions partagées par la majorité de la population :

*La situation lamentable dans laquelle beaucoup de nos gens se trouvent aujourd'hui est due aux erreurs qui ont été commises par ceux qui possèdent nos « limites » à bois, et comme résultat, la confiance publique dans le système de réglementer [sic] nos terres et forêts [s'en trouve fortement réduite] [...]. Si ceux qui détiennent nos licences annuelles de coupe de bois ne veulent pas rendre nos forêts productives alors ils devraient rendre à d'autres le privilège de couper le bois*³⁰.

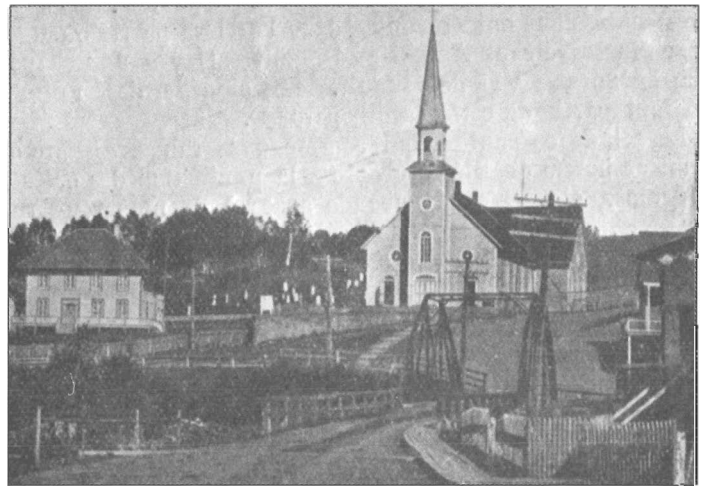
Par ailleurs, on assiste à la remise en cause des conditions de travail en forêt et des piètres salaires qui y sont associés. C'est durant cette décennie de crise que se dessinent les premières mobilisations collec-

tives dans le monde des travailleurs forestiers. Les journaux régionaux de l'époque appuient alors fortement la cause de la population contre les exploitants forestiers, comme le relate le *Progrès du Golfe* : « on les appelle les Barons de la forêt, si nous avons eu nos profiteurs de guerre, nous avons maintenant nos profiteurs de Crise, plus éhontés et plus odieux encore que les premiers. Ce sont de véritables facteurs de révolution [...] ils croient, eux, que nous sommes des esclaves, leurs esclaves. Et ils nous traitent comme des animaux »³¹.

En 1934, l'Union catholique des cultivateurs (UCC) organise à Rimouski son premier congrès des bûcherons du Québec et crée la Section des bûcherons de l'UCC, « une organisation professionnelle vouée exclusivement aux intérêts de travailleurs forestiers et qui devait jouir d'une vaste autonomie d'action à l'intérieur de l'U.C.C. de l'époque »³². En 1935, à la suite de nombreuses pressions sur le gouvernement, la Section des bûcherons de l'UCC obtient l'établissement d'un salaire minimum fixé à 30 \$ par mois et majoré à 45 \$ dès 1937-1938³³. De plus, elle amène l'adoption de la corde de bois officielle de 128 pieds cubes, de même qu'à l'amélioration des conditions d'hygiène dans les chantiers. C'est aussi grâce à cette section que des syndicats corporatifs sont implantés quelques années plus tard dans la Matapédia³⁴.



Vue du « village des Price » au Lac-au-Saumon (Alfred Pelland, *Vastes champs offerts à la colonisation et à l'industrie. La région Matane-Matapédia*, Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1912, p. 73.)



L'église et le presbytère d'Amqui (Alfred Pelland, *Vastes champs offerts à la colonisation et à l'industrie. La région Matane-Matapédia*, Québec, ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 1912, p. 79.)

On assiste à une lente reprise de l'industrie forestière à la fin des années 1930, plus particulièrement à compter de 1937³⁵. Il faut cependant attendre les années 1940 avec la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction de l'Europe pour que la demande de bois dépasse le niveau d'avant la crise. On constate par ailleurs que, malgré une certaine reprise de l'industrie forestière, certains centres qui occupaient un rôle dynamique avant la crise, par exemple, Saint-Moïse, entrent dans une phase de déclin et n'auront plus jamais l'importance d'autrefois³⁶. Le grand bouleversement économique provoqué par la crise des années 1930 provoque un vaste mouvement de retour à la terre.

Nouveau souffle à la colonisation

Un renouveau apparaît donc au sein du mouvement de colonisation qui semblait quelque peu délaissé au cours de la période précédente. Alors que les États-Unis ferment leurs frontières à l'immigration et que les villes du Québec et de l'ensemble du Canada sont remplies de chômeurs, la colonisation apparaît comme étant le seul exutoire possible³⁷.

Le mouvement de colonisation des années 1930 est marqué par une intervention accrue du rôle de l'État. En effet, trois programmes, portant les noms des ministres dont ils relevaient et dont le but est de favoriser l'établissement de gens dans les zones de colonisation, sont mis sur pied. Le premier est organisé par le gouvernement fédéral en 1932. Il s'agit du plan Gordon, qui « propose aux chômeurs urbains recevant les secours directs une prime de 600 \$ pour aller s'établir sur une terre »³⁸. Le second programme est connu sous le nom de plan Vautrin. Instauré en 1935 par le gouvernement provincial, il apporte une série de subventions pour favoriser l'installation de familles sur des terres nouvelles, par exemple des primes aux défrichements, à la construction des habitations, à la mise en culture, etc. Le dernier de ces modèles d'établissement, le plan Rogers-Augers, voit le jour en 1936, à la suite d'une collaboration entre les gouvernements fédéral et provincial. Il s'agit, en fait, d'une reprise du plan Gordon, dont la prime a été portée à 1 000 \$³⁹.

On constate donc, pour la première fois, une véritable participation des gouvernements à l'avancement de la colonisation, tel que le rapporte Esdras Minville :

*C'est en somme la première fois dans l'histoire que l'État formule une politique positive de colonisation et se place en quelque sorte à la tête du mouvement. Il ne se contente plus, comme il l'avait fait antérieurement, d'aider l'institution privée; il trace un plan et affecte des sommes considérables à la colonisation... Bref, bien que cet effort sente l'improvisation et, à la pratique, dut révéler plus d'une lacune, les diverses lois de 1933, 1934 et 1935, dessinent les premières grandes lignes d'une politique active de colonisation*⁴⁰.

Aussi, comme le révèle l'*Histoire du Bas-Saint-Laurent*, de 1936 à 1939, « on dépensera presque autant d'argent à cette fin [la colonisation] que depuis 1867 »⁴¹. La présence de l'État dans l'entreprise colonisatrice constitue, en soi, une innovation importante, tel que le souligne Jacques Lemay : « De nombreux cantons, restés vides de toute population, et confiés jusque-là à l'administration du ministère des Terres et Forêts, pour n'être concédés qu'aux entreprises forestières, passent subitement sous la tutelle du ministère de la Colonisation qui procède à l'arpentage, à la classification et au drainage des terres, aux plans de paroisse et à la construction des chemins »⁴².

C'est grâce au mouvement de colonisation des années 1930 que le Bas-Saint-Laurent atteint son expansion maximale. Dans la Matapédia, la superficie totale des terres occupées passe de 289 283 acres en 1931 à 421 107 acres en 1937⁴³. Cet élan n'apportera toutefois pas partout les effets escomptés et amènera de nombreuses critiques au fil des ans, en lien notamment avec le fait que de nombreux colons ont été dirigés sur des terres dont le potentiel agricole était très faible et dont « l'effet pervers du système des primes [...] poussait les colons toujours plus loin [...] »⁴⁴. Il en résulte alors un morcellement du domaine forestier.

Vers la fin des années 1930, on observe une certaine concentration de l'activité agricole vers

l'industrie laitière. L'*Inventaire* de 1937 pour la Matapédia nous apprend que la vallée compte à cette époque neuf beurreries et cinq fromageries. On souligne cependant le fait qu'il y a trop de beurreries et de fromageries pour le nombre de vaches laitières dans le comté : « [l']industrie laitière dans le comté de Matapédia deviendrait vite florissante si l'on s'en occupait un peu plus. Actuellement (été 1937), les vaches, trop peu nombreuses, [...] donnent un rendement médiocre parce que les cultivateurs n'ont pas compris la nécessité d'améliorer les pâturages et de prolonger la période de lactation par une alimentation appropriée »⁴⁵.

Les derniers temps de la colonisation

Les années 1940 sonnent le glas pour le mouvement de colonisation du Québec. Quelques municipalités viendront s'ajouter au cours de la période, mais l'arrivée des années 1950 consacre l'abandon complet de la colonisation. Dans la Matapédia, il n'y a que trois autres municipalités qui seront érigées : La Rédemption (paroisse depuis 1948, érigée en municipalité en 1955), Sainte-Irène (paroisse depuis 1948, érigée en municipalité depuis 1952) et Saint-Alexandre-des-Lacs (ouverture des registres paroissiaux depuis 1951 et fondation de la municipalité en 1964).

À partir de 1940, l'exploitation forestière poursuit son expansion qui avait été grandement perturbée durant la crise. Au cours de cette période, c'est encore l'industrie du bois de sciage qui prédomine dans l'ensemble du Bas-Saint-Laurent. Elle constitue même « le principal pôle de croissance de l'économie bas-laurentienne »⁴⁶. À partir de la fin de 1945, on assiste à un boom dans la construction à travers tout le Canada. À cela, s'ajoute la forte demande des marchés européens en pleine reconstruction et la demande américaine qui, quant à elle, s'approprie la plus importante partie des exportations du Québec.

Le climat économique s'avère donc favorable au développement de l'industrie forestière. Une fois de plus, ce sont les grandes entreprises qui profitent le plus de la nouvelle

conjoncture. Cependant, on doit noter une forte expansion de la petite industrie du sciage dans les territoires de colonisation du Bas-Saint-Laurent, soit la Matapédia et le Témiscouata. Dans la Matapédia, par exemple, lorsque la Fenderson Co. se relève de la crise et concentre ses activités dans la seigneurie du lac Matapédia, elle survit surtout grâce « aux ravitaillements en bois que lui fournissent les moulins des environs, en particulier, celui de Joseph Dufour de Saint-Moïse »⁴⁷. L'exploitation du bois de pulpe occupe aussi une place considérable, mais, comme nous l'avons vu, la majorité du bois coupé est expédié à des usines situées hors de la région, par exemple à celles de Bathurst, de Dalhousie, d'Atholville et Edmundston au Nouveau-Brunswick⁴⁸.

Au moment même où l'industrie forestière régionale reprend de la vigueur, elle se retrouve confrontée à un grave problème, la diminution considérable des stocks ligneux. Dès 1941, la crainte de la surexploitation forestière est déjà bien présente dans les milieux régionaux. Les inquiétudes quant aux stocks ligneux ne sont pas seulement manifestées par le clergé, mais aussi par une partie importante de ceux préoccupés par l'industrie forestière. En effet, la

même année, en 1941, la section régionale de l'Association forestière québécoise relève sensiblement les mêmes problèmes : « *le congrès affirme que l'instabilité de l'actuelle situation économique résulte de l'exploitation désordonnée des forêts elles-mêmes, provoquée, en partie, par la concurrence ruineuse que se font l'industrie et la colonisation* »⁴⁹. Malgré la compréhension du phénomène, l'exploitation forestière est effectuée de façon abusive, jusqu'à ce que l'épuisement forestier oblige les compagnies à quitter le territoire.

Fin d'une époque

L'épuisement de la ressource forestière atteint des proportions si considérables que les grandes compagnies ferment peu à peu leurs usines et disparaissent du territoire. Ainsi, dès 1942, l'usine de sciage de la Fenderson Co. installée à Val-Brillant est fermée. Celle de Sayabec, quant à elle, ralentit considérablement ses activités pour fermer définitivement en 1951⁵⁰. Les grandes compagnies sont complètement disparues du paysage matapédien dès le milieu des années 1950.

Le départ des compagnies forestières amène une situation plutôt difficile dans une région comme la Matapédia où l'économie

repose en grande partie sur l'exploitation forestière. Peu de temps après la disparition des compagnies, on peut observer les premiers départs de population.

* * *

La période précédant immédiatement la crise économique des années 1930 peut être considérée comme une époque où la Matapédia s'est développée considérablement. L'exploitation forestière par les grandes compagnies atteint son apogée et la colonisation amène l'ouverture de nouvelles paroisses. Arrivent ensuite la crise et la période creuse des années 1930, où la colonisation se poursuit, propulsée par un vaste mouvement de retour à la terre, et où l'industrie forestière connaît ses premières véritables difficultés. Des années 1940 à la fin des années 1950, on constate le commencement d'une ère nouvelle. Les compagnies quittent le territoire, ayant exploité une grande partie de la forêt. L'économie de la Matapédia se retrouve alors bouleversée et confrontée à deux problèmes majeurs qui sont encore le centre des préoccupations actuelles : la question de l'avenir de la forêt et de son exploitation ainsi que l'exode démographique.

Notes

- 1 Cet article est un extrait du mémoire de maîtrise de l'auteur intitulé *Exploitation forestière et colonisation 1890-1950 : synthèse historique du développement de la Vallée de la Matapédia*, UQAR, 2005, p. 90-112. Le chapitre a été remanié par Jean Larrivée.
- 2 J. C. Fortin, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, IQRC, p. 459.
- 3 *Ibid.*
- 4 Bruno Jean, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Québec, PUQ, 1985, p. 32.
- 5 *Ibid.*, p. 32.
- 6 Pierre-Yves Pépin, *La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive-Sud*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1962, p. 208.
- 7 Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles*, op. cit., p. 19.
- 8 *Ibid.*, p. 22.
- 9 *Ibid.*, p. 19-21.
- 10 Jacques Lemay, *L'économie forestière du Bas-Saint-Laurent, 1890-1950*, Rimouski, Fonds d'histoire du Bas-Saint-Laurent, Archives de l'UQAR, 1987, p. 22.
- 11 *Ibid.*, p. 68.
- 12 *Ibid.*, p. 68.
- 13 Jacques Lemay, op. cit., p. 55.
- 14 *Ibid.*, p. 48-51.
- 15 *Ibid.*, p. 83.
- 16 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 419.
- 17 *Ibid.*, p. 419.
- 18 Jacques Lemay, op. cit., p. 86.
- 19 « Selon le Bureau fédéral de la statistique : le capital engagé comprend non seulement le capital actif en argent pour les opérations de l'usine, mais également la valeur du terrain, des bâtiments et de l'outillage », tiré de *ibid.*, p. 152.
- 20 *Ibid.*, p. 89.
- 21 *Ibid.*
- 22 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 419.
- 23 À Lac-au-Saumon, par exemple, de 1930 à 1931, on note un écart de 15 % au sein du capital, une baisse de 64 % du nombre d'employés, une chute de 73 % des salaires et un écart de 87 % en ce qui a trait à la valeur brute de la production. Jacques Lemay, op. cit., p. 91.
- 24 *Ibid.*, p. 92-94.
- 25 *Ibid.*, p. 72.
- 26 Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles*, op. cit., p. 17.
- 27 *Ibid.*, p. 28.
- 28 Lettre de Louis-Alexandre Taschereau à S. S. Hungerford, président du CNR, *Le Devoir*, Montréal, vol. XXIII, no 287, 1^{er} déc. 1932, reproduite le jeudi, 15 déc. 1932, p. 8.
- 29 *Ibid.*
- 30 Discours de John Hall Kelly au Conseil législatif pour améliorer les conditions économiques de la province, *Le Devoir*, Montréal, vol. XXIV, no 54, mardi le 7 mars 1933, p. 2.
- 31 *Le Progrès du Golfe*, « Le bûcheron - traité en animal », Rimouski, 30^e année, no 36, 1^{er} décembre 1933, p. 1.
- 32 Jacques Lemay, op. cit., p. 107.
- 33 Esdras Minville, dir., « Le problème social de la forêt », *La forêt*, op. cit., p. 318.
- 34 Jacques Lemay, op. cit., p. 108.
- 35 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 423.
- 36 Jacques Lemay, op. cit., p. 96.
- 37 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 465.
- 38 P. A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930, tome II*, op. cit., p. 41.
- 39 *Ibid.*, p. 41.
- 40 Esdras Minville, dir., *L'agriculture*, Montréal, Fides, 1943, p. 304-305.
- 41 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 466.
- 42 Jacques Lemay, op. cit., p. 110.
- 43 Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles*, op. cit., p. 15-16.
- 44 *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, op. cit., p. 468.
- 45 Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles*, op. cit., p. 40.
- 46 Jacques Lemay, op. cit., p. 122.
- 47 *Ibid.*, p. 124.
- 48 *Ibid.*, p. 130.
- 49 Congrès du cercle régional du Bas-Saint-Laurent de L'Association forestière québécoise, *Résolutions adoptées lors des congrès régionaux de L'Association forestière québécoise*, brochure, Québec, p. 4; cité dans Jacques Lemay, op. cit., p. 134.
- 50 Jacques Lemay, op. cit., p. 136.